

Gouverner la France depuis 1946 : Etat, gouvernement, administration, opinion publique

Introduction

Depuis septembre 2016, les media français titrent presque chaque jour sur la perspective des élections présidentielles d'avril-mai 2017 : les candidats possibles, déclarés, en campagne, leurs programmes, leurs oppositions, leurs petites phrases ou leur popularité dans **l'opinion publique** – pour autant que les sondages peuvent **mesurer l'avis des Français**. Cette fébrilité médiatique traduit l'intérêt du peuple pour celui qui va être amené les cinq prochaines années à **gouverner l'Etat** français, en partenariat avec le **gouvernement** – les ministres – qu'il nommera. On prête donc un pouvoir fort à ceux qui **possèdent l'exécutif et dirigent l'administration** du pays.

Pourtant **le contexte actuel** semble contredire cette idée : Alstom ferme son site de Belfort malgré les tentatives de MM. Hollande et Valls de l'en empêcher ; la France tremble à l'idée d'assurer seule sa défense si Donald Trump retire en effet les Etats-Unis de l'OTAN ; ou encore on attend que Bruxelles prenne des décisions pour durcir ou infléchir (selon les camps) les contrôles aux frontières de l'Union Européenne face à l'arrivée massive de migrants sur le sol européen ces derniers mois. Dans tous les domaines, la France ne semble plus gouvernée par l'Etat central... Est-ce à dire que le rêve du Comité National de la Résistance **en 1944** de redonner à la France sa grandeur et son honneur après la défaite et la collaboration de la Seconde Guerre Mondiale était illusoire ? Qu'il était vain de croire qu'un gouvernement démocratique pourrait en contrôlant l'économie, le social et tous les autres domaines du politique satisfaire le peuple ?

Pour le savoir, demandons-nous **comment a évolué la façon de gouverner la France de l'après Seconde Guerre Mondiale (1946) à aujourd'hui. Comment est-on passé d'un Etat fort, centralisé, confiant en sa capacité d'action à un Etat décentralisé au pouvoir apparemment réduit mais peut-être seulement transformé ?**

Après avoir étudié la IVe République (**1946-58**), régime de **reconstruction républicaine** de la France, nous verrons combien l'arrivée de De Gaulle au pouvoir en **1958** impulse avec la Ve République **une autre façon de gouverner : l'Etat, fort, mène une « politique de grandeur »** jusqu'en **1981**. Le président Mitterrand inaugure toutefois une nouvelle ère pendant laquelle le **gouvernement semble perdre de son poids, ou plutôt voit son rôle se modifier.**

Conclusion

En définitive, « gouverner la France » ne signifie plus la même chose en 2016 qu'en 1946. En 60 ans en effet, les modifications des institutions, les transformations sociales, les changements de conjoncture économique et l'évolution du contexte mondial ont profondément modifié tant les capacités du gouvernement et de l'administration à diriger l'Etat que la vision que l'opinion publique et les hommes politiques ont du rôle des gouvernants.

Si de 1946 à 1958, la IVe République a été un régime de transition après le gouvernement de Vichy, remettant à l'honneur la démocratie, et menant une politique interventionniste dans les domaines économiques et sociaux pour répondre aux attentes de la population, elle a échoué dans sa politique étrangère comme en témoigne le conflit algérien. En réaction, De Gaulle, poussant à la création d'une Ve République, a véritablement donné à l'exécutif les moyens de s'affirmer : lui et ses successeurs ont dirigé fermement l'Etat en menant une politique de grandeur jusqu'à la crise économique de 1973 et surtout l'alternance et l'arrivée de François Mitterrand au pouvoir. Commence alors une nouvelle transformation de l'exécutif : à mesure que l'Etat délègue ses prérogatives économiques, sociales et politiques dans un contexte de mondialisation, de décentralisation et de construction européenne, il s'adapte à de nouvelles préoccupations : l'évolution de la famille et de la société, la santé ou encore le développement durable.

Toutefois, l'abstention croissante et le développement de mouvements contestataires qui se font entendre alors même que les décisions sont votées (bonnets rouges, loi El Khomri, aéroport Notre-Dame des Landes) laissent entendre qu'une nouvelle adaptation du mode de gouvernement de l'Etat est attendue, au moins par une partie des citoyens.

*Accroche avec **des éléments de définition des principaux termes du sujet***

Contexte à la fois actuel

et du début du sujet

*pour enrichir la réflexion et montrer que la question se pose **Problématique un peu développée et explicitée***

*Annonce du plan avec les **dates-ruptures** et les **éléments de compréhension de chaque période par rapport au sujet***

Réponse globale à la question du sujet

Explicitation en reprenant les grandes phases développées dans le devoir

Ouverture